

**Rapport sur la situation financière au 31 décembre 2011  
du Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord  
aux fins de l'application des dispositions de la Convention  
des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982  
relatives à la conservation et à la gestion des stocks  
de poissons dont les déplacements s'effectuent  
tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques  
exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons  
grands migrants<sup>1</sup>**

**Juin 2012**

**1. Introduction**

Par sa résolution 58/14, adoptée en novembre 2003, l'Assemblée générale a créé le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants (Accord sur les stocks de poisson de 1995), en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Elle a également décidé que le Fonds serait administré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Fonctionnant depuis le 19 avril 2005<sup>2</sup>, le Fonds est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables.

**2. Contributions au Fonds d'assistance**

L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont continué de lancer des appels à contributions en faveur du Fonds dans des instances internationales, dont l'Assemblée générale des Nations Unies et le Comité des pêches de la FAO, ainsi que sur le site Web du Fonds<sup>3</sup>.

Au 31 décembre 2011, les Gouvernements de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Islande, du Liban, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, qui sont parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, avaient versé au Fonds des contributions d'un montant total de 1 467 455 dollars. Le tableau 1 indique le montant de leurs versements et les intérêts perçus sur ces sommes (48 579 dollars).

---

<sup>1</sup> Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 22 des Statuts du Fonds d'assistance créé au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants.

<sup>2</sup> Compte MTF/GLO/124/MUL, « Accord de 1995 sur les stocks de poissons – Partie VII – Fonds d'affectation spéciale ».

<sup>3</sup> [www.un.org/Depts/los/convention\\_agreements/fishstocktrustfund/fischstocktrustfund.htm](http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/fishstocktrustfund/fischstocktrustfund.htm). Les contributions doivent être versées sur le compte d'affectation spéciale ouvert par la FAO en application du paragraphe 7 des Statuts du Fonds.

Au 31 décembre 2011, le montant total des encaissements du Fonds s'élevait à 1 516 034 dollars. En 2011, le Gouvernement australien a versé une contribution de 531 800 dollars.

Les États, organisations intergouvernementales, institutions financières internationales, institutions nationales, organisations non gouvernementales et les particuliers et personnes morales souhaitant contribuer au Fonds d'assistance sont invités à verser leurs contributions sur le compte bancaire de la FAO dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

Banque : HSBC New York  
Adresse : 452 Fifth Avenue, New York, NY 10018, États-Unis d'Amérique  
N° de compte : 000156426  
Code Swift/BIC : MRMDUS33  
Code ABA/code banque : 021001088  
Projet : MTF/GLO/124/MUL

### 3. Demandes d'assistance adressées au Fonds

L'ONU et la FAO ont fait largement connaître l'existence et l'objet du Fonds, notamment par voie électronique, à l'occasion de rencontres internationales et d'échanges avec des organismes régionaux de gestion des pêches. En 2011, 27 demandes de prise en charge de frais de voyage ont été reçues, dont 15 ont été approuvées (cinq de ces dernières ont été retirées du fait du report de la réunion pour laquelle elles avaient été présentées). Une demande a été rejetée parce qu'elle ne respectait pas le préavis d'un mois fixé par les Statuts, et les 11 autres n'ont pas été examinées en raison de l'insuffisance des ressources du Fonds (période allant de janvier à juin 2011)<sup>4</sup>. Le nombre total de demandes de prise en charge de frais de voyage a été moins élevé en 2011 (27) qu'en 2010 (47), soit une baisse de 42 %.

Le tableau 2 présente le détail des dépenses engagées au 31 décembre 2011 par objet visé à l'article 14 des Statuts, ainsi que les frais administratifs (art. 21).

En 2011, le Fonds a engagé des dépenses d'un montant total de 61 385 dollars, qui se répartissent comme suit :

- 85 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions techniques et annuelles d'organes et organismes régionaux et sous-régionaux de gestion des pêches (Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique Sud, Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest et Commission des pêches du Pacifique occidental et central) (al. a) de l'article 14 des Statuts du Fonds);
- 18 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions d'organisations internationales (réunion des organisations régionales de gestion des stocks de thonidés-Kobe III) (al. b) de l'article 14 des Statuts);

---

<sup>4</sup> Au 31 décembre 2010, le Fonds affichait un solde négatif d'environ 11 400 dollars, compte tenu d'engagements totalisant 4 500 dollars pour la couverture des frais d'administration au début de 2011 et d'une provision de 65 000 dollars constituée pour le financement d'un projet approuvé en 2009. Cette provision, qui n'avait pas été décaissée, a été débloquée en juillet 2011 aux fins de l'assistance à d'autres parties à l'Accord.

- 7 % des dépenses ont été consacrées à des frais administratifs, dont les frais d'assurance obligatoire de la FAO, la rémunération des heures supplémentaires pour le traitement des demandes et des frais d'administration de 6 % pour certains projets.

#### **4. Groupe d'experts**

Le Groupe d'experts ne s'est pas réuni en 2011.

#### **5. Ventilation par État partie des frais de voyage pris en charge**

Le tableau 3 présente la ventilation des frais de voyage pris en charge pendant la période 2006-2011, par État partie et par type de dépense (selon les catégories définies à l'article 14 des Statuts du Fonds). Le nombre d'États parties à avoir bénéficié d'aides a fortement diminué en 2011, tombant de 17 (en 2010) à 9 seulement. En conséquence, le volume de l'aide a baissé de 67 % par rapport à 2010, se chiffrant à 57 059 dollars.

#### **6. Solde du Fonds d'assistance**

Au 31 décembre 2011, le solde du Fonds d'assistance s'élevait à 534 046 dollars (voir les tableaux 1 et 2).

#### **7. Conclusion**

Depuis que le Fonds a commencé de fonctionner en 2006 jusqu'au 31 décembre 2011, 59 % des dépenses ont servi à financer la participation des parties à l'Accord à des réunions des organisations régionales de gestion des pêches et à des réunions d'organes ou d'organismes à vocation mondiale (al. a) et b) de l'article 14 des Statuts); 9 % des dépenses ont servi à faciliter la participation des parties à des négociations en vue de l'établissement de nouvelles organisations régionales de gestion des pêches (al. c) de l'article 14 des Statuts); 28 % ont été consacrés au renforcement des capacités; enfin 3 % ont servi à couvrir les frais administratifs et connexes (tableau 2).

Le Fonds a été mis sur pied et est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres textes applicables. L'ONU et la FAO encouragent les États, les organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et les particuliers et personnes morales à verser des contributions volontaires au Fonds. Elles souhaitent que le Fonds d'assistance continue d'être suffisamment alimenté pour que les activités d'appui à la mise en œuvre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 puissent se poursuivre.

Tableau 1  
**Recettes au 31 décembre 2011**

(En dollars des États-Unis)

<i>Numéro</i>	<i>Donateur</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<b>Total</b>	<i>Remarques</i>
1	États-Unis	200 000	0	0	15 000	0	0	0	0	<b>215 000</b>	Fonds reçus en juin 2004 et septembre 2007
2	Islande	0	50 000	0	0	0	0	0	0	<b>50 000</b>	Fonds reçus en avril 2005
3	Norvège	0	98 179	0	0	0	0	96 798	0	<b>194 977</b>	Fonds reçus en mai 2005 et août 2010
4	Canada	0	0	64 230	389 948	0	0	0	0	<b>454 178</b>	Fonds reçus en mars 2006 et mai 2007
5	Liban	0	0	0	0	0	2 000	0	0	<b>2 000</b>	Fonds reçus en juillet 2009
6	Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	19 500	0	0	<b>19 500</b>	Fonds reçus en juillet 2009
7	Australie	0	0	0	0	0	0	0	531 800	<b>531 800</b>	Fonds reçus en juillet 2011
<b>Montant total des contributions</b>		<b>200 000</b>	<b>148 179</b>	<b>64 230</b>	<b>404 948</b>	<b>0</b>	<b>21 500</b>	<b>96 798</b>	<b>531 800</b>	<b>1 467 455</b>	
Intérêts		0	6 249	14 725	21 567	4 102	1 485	262	189	<b>48 579</b>	
<b>Total</b>		<b>200 000</b>	<b>154 428</b>	<b>78 955</b>	<b>426 515</b>	<b>4 102</b>	<b>22 985</b>	<b>97 060</b>	<b>531 989</b>	<b>1 516 034</b>	

Tableau 2

**Dépenses au 31 décembre 2011<sup>5</sup>**

(En dollars des États-Unis et en pourcentage du total)

<i>Article des Statuts<sup>6</sup></i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	2006 (pourcentage)	2007 (pourcentage)	2008 (pourcentage)	2009 (pourcentage)	2010 (pourcentage)	2011 (pourcentage)	Montant total des dépenses (pourcentage)
14 a)	Dépenses liées à la participation aux réunions ou autres activités d'organisation ou arrangements régionaux de gestion de la pêche	20 421 (31)	30 657 (52)	51 596 (35)	78 370 (18)	131 297 (63)	51 939 (85)	<b>364 280</b> <b>(37)</b>
14 b)	Dépenses liées à la participation des réunions organisées sur le thème de la haute mer par des organisations mondiales	45 729 (68)	3 862 (7)	59 702 (41)	74 488 (17)	30 740 (15)	5 120 (8)	<b>219 641</b> <b>(22)</b>
14 c)	Réunions en vue de l'établissement d'organisations ou d'arrangements internationaux de gestion de la pêche, de la renégociation d'accords ou du renforcement des organisations existantes	0 (0)	23 347 (40)	22 980 (16)	43 197 (10)	0 (0)	0	<b>89 524</b> <b>(9)</b>
14 d)	Renforcement des capacités quant à la responsabilité de l'État du pavillon, au suivi, au contrôle et à la surveillance, etc.	0 (0)	0 (0)	8 775 (6)	47 771 (11)	0 (0)	0	<b>56 546</b> <b>(6)</b>
14 e)	Promotion des échanges d'informations et de données d'expérience	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
14 f)	Appui à la mise en valeur des ressources humaines, à la formation technique, etc.	0	0	0	182 340 (41)	37 354 (18)	0	<b>219 694</b> <b>(22)</b>
14 g)	Règlement des différends	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
21	Frais administratifs (heures de travail et frais d'assurance et d'administration pour certains projets)	867 (1)	1 106 (2)	2 642 (2)	14 621 (3)	8 741 (4)	4 326 (7)	<b>32 303</b> <b>(3)</b>
<b>Total (pourcentage)<sup>7</sup></b>		<b>67 017</b> <b>(100)</b>	<b>58 972</b> <b>(100)</b>	<b>145 695</b> <b>(100)</b>	<b>440 787</b> <b>(100)</b>	<b>208 132</b> <b>(100)</b>	<b>61 385</b> <b>(100)</b>	<b>981 988</b> <b>(100)</b>

<sup>5</sup> Certains montants sont provisoires. Il n'y a eu aucune dépense en 2004 et 2005.<sup>6</sup> Articles pertinents des Statuts du Fonds.<sup>7</sup> Certains des pourcentages ayant été arrondis, leur total peut ne pas être égal à 100.

Tableau 3  
Prise en charge de frais de voyage au 31 décembre 2011 (par État partie)

(En dollars des États-Unis)

Année	Pays	Alinéa pertinent de l'article 14 <sup>s</sup>					Total
		a)	b)	c)	d)	f)	
2006	Afrique du Sud	2 868					2 868
	Fidji		3 967				3 967
	Guinée		6 394				6 394
	Îles Marshall		4 855				4 855
	Maldives		3 063				3 063
	Maurice		6 073				6 073
	Namibie	5 580	3 520				9 100
	Nioué	8 203					8 203
	Sainte-Lucie		2 553				2 553
	Samoa		6 300				6 300
	Sénégal		3 195				3 195
	Uruguay	3 769	5 810				9 579
<b>Total pour 2006</b>		<b>20 421</b>	<b>45 729</b>				<b>66 150</b>
2007	Afrique du Sud	4 606					4 606
	Belize	1 754					1 754
	Guinée	3 849					3 849
	Îles Cook			4 665			4 665
	Îles Marshall	2 963					2 963
	Micronésie (États fédérés de)			12 058			12 058
	Nioué	6 945		6 623			13 568
	Samoa		-200				-200
	Sénégal	5 609	4 062				9 671
	Uruguay	4 932					4 932
<b>Total pour 2007</b>		<b>30 657</b>	<b>3 862</b>	<b>23 347</b>			<b>57 866</b>
2008	Îles Cook	3 027	3 027	8 735			14 790
	Îles Marshall	7 732	10 166				17 898
	Kiribati	5 966					5 966
	Maldives		4 300				4 300
	Micronésie (États fédérés de)	4 429		9 269			13 698
	Nauru	4 182	4 182				8 363
	Nioué			4 976			4 976
	Palaos	2 311					2 311

<sup>8</sup> Pour la classification des dépenses, voir le tableau 2.

Année	Pays	Alinéa pertinent de l'article 14 <sup>s</sup>					Total
		a)	b)	c)	d)	f)	
	Samoa	2 675	7 051				<b>9 726</b>
	Sénégal	12 354	4 856				<b>17 211</b>
	Seychelles		7 504		4 756		<b>12 260</b>
	Tonga	2 906	11 130				<b>14 036</b>
	Uruguay	6 013	7 486		4 019		<b>17 518</b>
	<b>Total pour 2008</b>	<b>51 596</b>	<b>59 702</b>	<b>22 980</b>	<b>8 775</b>		<b>143 053</b>
2009	Guinée		4 544				<b>4 544</b>
	Îles Cook		5 288				<b>5 288</b>
	Îles Marshall	6 449					<b>6 449</b>
	Kiribati		14 885	5 726			<b>20 612</b>
	Micronésie (États fédérés de)	44					<b>44</b>
	Mozambique		4 218				<b>4 218</b>
	Namibie		3 242				<b>3 242</b>
	Nioué	3 804					<b>3 804</b>
	Samoa	3 968	5 375				<b>9 343</b>
	Sénégal	13 334	19 603				<b>32 937</b>
	Seychelles	3 583	11 879				<b>15 462</b>
	Tonga	12 523	5 454	5 397			<b>23 374</b>
	Tuvalu	16 451					<b>16 451</b>
	Uruguay	18 213					<b>18 213</b>
	<b>Total pour 2009</b>	<b>78 370</b>	<b>74 488</b>	<b>11 123</b>			<b>163 981</b>
2010	Afrique du Sud	5 821					<b>3 436</b>
	Fidji		4 542			1 394	<b>5 936</b>
	Îles Cook	11 832					<b>11 832</b>
	Inde		3 160				<b>3 160</b>
	Kiribati	4 419				3 300	<b>7 719</b>
	Mozambique		4 999				<b>4 999</b>
	Namibie	5 459					<b>7 844</b>
	Nauru					3 759	<b>3 759</b>
	Nigéria	13 189					<b>13 189</b>
	Nioué	17 562					<b>17 562</b>
	Palaos	3 595					<b>3 595</b>
	Samoa	8 293	9 140				<b>17 432</b>
	Sénégal	17 026	4 065				<b>21 091</b>
	Seychelles	4 738	4 835				<b>9 573</b>
	Tonga	18 935					<b>18 935</b>
	Tuvalu	13 694					<b>13 694</b>

Année	Pays	Alinéa pertinent de l'article 14s					Total
		a)	b)	c)	d)	f)	
	Uruguay	6 734					<b>6 734</b>
	<b>Total pour 2010</b>	<b>131 297</b>	<b>30 740</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 453</b>	<b>170 490</b>
2011	Afrique du Sud	1 322					<b>1 322</b>
	Îles Cook	6 849					<b>6 849</b>
	Micronésie (États fédérés de)	1 497					<b>1 497</b>
	Namibie	4 443					<b>4 443</b>
	Samoa	6 498					<b>6 498</b>
	Sénégal	8 888					<b>8 888</b>
	Tonga	6 469	5 120				<b>11 589</b>
	Tuvalu	8 015					<b>8 015</b>
	Uruguay	7 958					<b>7 958</b>
	<b>Total pour 2011</b>	<b>51 939</b>	<b>5 120</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>57 059</b>
	<b>Total des frais de voyage 2006-2011</b>						<b>658 599 (67 %)</b>
	<b>Protocoles d'accord 2008-2011 (tableau 4)</b>						<b>291 086 (30 %)</b>
	<b>Frais administratifs 2006-2011 (tableau 2)</b>						<b>32 303 (3 %)</b>
	<b>Total des dépenses (tableau 2)</b>						<b>981 988 (100 %)</b>



Tableau 4  
**Dépenses au titre des protocoles d'accord**

(En dollars des États-Unis)

<i>Protocole d'accord</i>	<i>Article des Statuts</i>	<i>Dépenses</i>			<b>Total</b>
		<i>2009<sup>9</sup></i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 228536) – élaboration d'un plan régional d'action en vue de la conservation et de la gestion du requin dans les îles du Pacifique	14 d)	47 771	0	0	<b>47 771</b>
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 240142) – atelier sur le projet d'organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud : sensibilisation aux rôles et aux responsabilités – capacités et participation des membres de l'Agence	14 c)	32 074	0	0	<b>32 074</b>
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 229962) – atelier de formation : troisième atelier de gestion des données relatives aux thonidés	14 f)	24 205	0	0	<b>24 205</b>
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 232710) – atelier de formation : stocks de thonidés et évaluation du risque écologique	14 f)	49 936	0	0	<b>49 936</b>
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 246282) – ateliers sur les données relatives aux stocks de thonidés (avril 2010) : obligations en matière de notification à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central – évaluation des stocks régionaux	14 f)	40 678	0	0	<b>40 678</b>
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 246338) – ateliers sur l'interprétation et l'utilisation des données relatives à l'évaluation des stocks de thonidés et aux questions liées à l'écosystème et aux prises accessoires (juin 2010)	14 f)	67 521	-25 163	0	<b>42 358</b>
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 254292) – atelier sur les mesures du ressort de l'État du port (septembre 2010)	14 f)	0	54 064	0	<b>54 064</b>
<b>Total</b>		<b>262 185</b>	<b>28 901</b>	<b>0</b>	<b>291 086</b>

<sup>9</sup> Une partie des fonds approuvés pour financer des activités prévues pour 2009 a en fait été dépensée en 2010.